

# *l'Anti*capitaliste

l'hebdomadaire du NPA ~ L'ANTICAPITALISTE

n°746 | 20 mars 2025 | 1,50 €



**CONTRE LE RACISME D'ÉTAT  
ET L'EXTRÊME DROITE**

**RIPOSTE UNITAIRE**

**POUR L'ÉGALITÉ DES DROITS**

## ZOOM

Le soutien internationaliste à l'Ukraine qui résiste: une urgence antifasciste

Page 3

## INTERNATIONAL

Nouvelle offensive de Bardella et Maréchal en Israël

Page 4

## ARGUMENTS

Les miettes de l'empire colonial français

Page 5

## CHAMP LIBRE

Entretien avec Morgane Cros de la commission antivalidiste du NPA

Page 8

## Édito

## Projets mortifères, non! Urgences sociales et écologiques, oui!

Par LA COMMISSION NATIONALE ÉCOLOGIE

Dans la foulée de la loi « d'accélération du nucléaire » de 2023, un décret du 3 juin 2024 a autorisé les « travaux préparatoires » des deux premiers réacteurs EPR2 décidés par Macron sur le site EDF de Penly. Une digue de protection maritime de la centrale (15 000 blocs de béton préfabriqués) est en construction. L'enquête de Reporterre-Mediapart parue le 15 mars révèle que ce béton ne respecte pas les normes requises. Le groupe Eiffage titulaire du marché (4 milliards d'euros) a choisi — au moindre coût — un fournisseur de granulats (les cailloux qui entrent dans la composition du béton). La nature de ces granulats peut déclencher une « pathologie » du béton (réaction alcali-grulats), qui fait gonfler et désagréger le béton. Évolutive et incurable, cette déstructuration s'accélère en présence d'eau. Gênant pour une digue! EDF et les médias aux ordres minimisent, arguant qu'il ne s'agit pas du béton des bâtiments nucléaires. Pourtant la digue est classée EIP (élément important pour la protection) par l'Autorité de sûreté. En clair, sa fonction doit être garantie pendant la durée de vie de la centrale. Lors de la tempête de 1999, la défaillance de la digue de la centrale EDF du Blayais a provoqué l'inondation des locaux électriques; un accident nucléaire majeur a été évité in extremis. En 2011, un tsunami a fait céder la digue de la centrale, provoquant la catastrophe de Fukushima. Gênant pour une digue...

Le chantier de Penly en est à son troisième directeur des travaux en six mois. L'omerta règne chez EDF. Quant au personnel Eiffage, soumis au harcèlement moral, il a saisi le CSE. En janvier, la Cour des comptes a émis des doutes sur les capacités industrielles et les moyens humains du « nucléaire à marche forcée ». L'EPR de Flamanville est toujours à l'arrêt jusqu'à fin mars et l'EPR2 de Penly repoussé de 2035 à 2038.

Face à la banqueroute du capitalisme mondialisé, Macron et son guignol Bayrou veulent nous imposer de travailler davantage pour un nucléaire civil dépassé et le réarmement atomique. Des projets mortifères, au mépris des services publics, des salaires, de l'emploi et contrairement aux urgences écologiques? Non, définitivement non!

## Bien dit

Avec son soutien politique et militaire illimité à [Israël], Washington porte l'entière responsabilité des massacres des femmes et des enfants à Gaza

Communiqué du Hamas, le 18 mars 2025

## À la Une

## ÉGALITÉ Contre le racisme, riposte et mobilisation le 22 mars!

Les mineurEs isolées de la Gaîté Lyrique viennent d'être expulsées dans la violence, montrant une fois encore que les attaques racistes, qu'elles viennent de l'État ou d'ailleurs, augmentent. La riposte est plus que jamais nécessaire.

La manifestation du 22 mars est un moment clé pour exiger justice et égalité, et affirmer haut et fort que la lutte antiraciste est centrale dans la bataille contre le capitalisme.

## Racisme et capitalisme: une alliance historique

Le racisme n'est pas une simple somme de préjugés individuels. Il s'agit d'un système structurel, ancré dans l'histoire du capitalisme, du colonialisme et de l'exploitation des peuples. Le racisme ne peut pas être compris sans analyser son rôle au sein du capitalisme. Dès ses origines, ce système s'est appuyé sur la classification raciale pour exploiter les peuples colonisés et justifier l'esclavage. Aujourd'hui encore les personnes racisées subissent les conséquences de ce système. Elles occupent majoritairement les emplois les plus précaires, subissent des discriminations dans l'accès



au logement, à l'éducation et à la santé, et sont les premières victimes de la répression et des violences policières. Très loin d'être un « dérapage » du système, le racisme est un rouage du capitalisme. En France, les quartiers populaires sont laissés à l'abandon tandis que les habitantEs sont criminalisés et soumis à des contrôles au faciès. Dans le monde du travail, les discriminations à l'embauche sont systémiques et la surexploitation des travailleurEs sans-papiers est un fait établi.

## Un racisme systémique en pleine expansion

Les derniers chiffres sont alarmants. En 2024, les crimes et délits à caractère raciste, xénophobe et antireligieux ont encore augmenté de 11 %, selon le ministère de l'Intérieur. Des actes qui se fondent évidemment sur l'islamophobie et sur

## Le racisme ne se combat pas par des mots, mais par la lutte!

Face à cette offensive raciste et réactionnaire, il est impératif de réagir collectivement, de manière unitaire et révolutionnaire. L'histoire nous a montré que ce ne sont pas les discours institutionnels ni les réformes qui mettent fin aux oppressions, mais la lutte de masse et l'auto-organisation des premierEs concernéEs.

Le 22 mars, nous devons être dans la rue, non seulement pour dénoncer le racisme, mais aussi pour exiger la fin des politiques discriminatoires, l'arrêt des violences policières, la régularisation des sans-papiers et une justice sociale pour toutes et tous. C'est en construisant un mouvement large, anticapitaliste et solidaire, que nous pourrions briser la logique de division et lutter pour une société véritablement égalitaire. La lutte antiraciste ne peut atteindre toute son efficacité que si elle s'inscrit dans une démarche globale contre les autres oppressions systémiques, comme le sexisme, le validisme et les LGBTIphobies. Le combat contre le racisme est donc un combat pour l'émancipation de l'ensemble des classes populaires. Il ne s'agit pas d'une cause parmi d'autres, mais bien d'une nécessité pour quiconque veut renverser un système fondé sur l'exploitation et l'oppression. Le 22 mars, soyons nombreuses et nombreux à refuser la fatalité, à dénoncer l'injustice et à exiger une autre société. Contre le racisme, l'heure est à l'action!

Commission nationale antiracisme

## Acturama



## À LA GAÏTÉ LYRIQUE, ILS MATRAQUENT, ILS EXPULSENT

Au matin du 18 mars, neuf blessés, 46 interpellations, gaz lacrymo et matraques, et la maire de Paris estimant que « c'est ce qu'il fallait faire ». Le collectif des jeunes mineurs sans-papiers isolés de Belleville qui occupait le théâtre de la Gaîté Lyrique à Paris depuis le 10 décembre et réclamait des solutions de logement à la mairie de Paris vient d'être expulsé par la force. En dépit des soutiens nombreux qui se sont relayés toute la nuit au son d'« À bas l'État policier », « Logement, école, ici et maintenant », « Solidarité avec les sans-papiers »! Contre le racisme, les lois anti-immigration, la répression d'État et le fascisme rampant, l'unité et l'union sont notre force. Le combat continue! © NPA



## EUROPE Le soutien internationaliste à l'Ukraine qui résiste: une urgence antifasciste

La fin des renseignements militaires fournis par les USA à l'armée ukrainienne et le blocage temporaire des livraisons d'armes ont eu pour conséquences immédiates une poussée décisive russe dans la région de Koursk, une multiplication de bombardements mortels sur les infrastructures civiles partout en Ukraine et un regain d'assurance côté russe, les incitant à pousser leur avantage toujours plus loin.

En reprenant les éléments de langage du Kremlin, Trump a par ailleurs opéré un renversement de sens majeur: c'est l'agresseur russe qui serait une victime, c'est aussi lui qui serait le plus fervent soutien de la paix. Ce cadeau offert sur un plateau à son camarade «incompris» Vladimir, doit néanmoins s'inscrire en retour dans l'agenda médiatique de Trump: une proposition de cessez-le-feu de 30 jours, acceptée par les UkrainienNEs, comme une preuve supplémentaire du génie de Trump pour obtenir rapidement de bons deals.

### La paix selon Poutine: écraser l'Ukraine libre et indépendante

La réponse tardive de Poutine a été particulièrement évasive, laissant entendre qu'il y avait besoin de plus de discussions avec son partenaire américain. Ainsi le cessez-le-feu n'est-il plus un préalable à une négociation, mais l'occasion pour Moscou de poser des prérequis maximalistes conditionnant tout cessez-le-feu. Voici, d'après le *Washington Post*, les conditions imposées par Poutine: la reconnaissance formelle par l'Ukraine de la souveraineté russe non seulement sur la Crimée mais aussi sur les quatre régions partiellement occupées par l'armée russe (de 20% de territoires actuellement occupés par l'armée russe, on passerait à

30% du territoire ukrainien...); l'éviction de Zelensky par de nouvelles élections, accompagnée de l'obligation pour Kiev de renoncer à son adhésion à l'Otan et l'arrêt immédiat de l'aide militaire occidentale à l'Ukraine; l'interdiction de déployer des forces européennes de maintien de la paix en Ukraine et la réduction drastique des effectifs de l'armée ukrainienne, d'environ un million de soldats à quelques dizaines de milliers. C'est bel et bien une façon de préparer la voie pour d'autres invasions à venir. La paix pour Poutine consiste à en finir de façon pure et simple avec une Ukraine libre et indépendante.

### Soutien concret à l'Ukraine

Il y a plus que jamais urgence à soutenir politiquement — et, c'est indissociable, militairement — la résistance ukrainienne. Plutôt que les plans de réarmement nationaux promus par les gouvernements européens, passant la transition écologique et les droits sociaux à la trappe, c'est d'un soutien concret qu'a besoin l'Ukraine pour continuer de résister: investissements immédiats dans les industries ukrainiennes qui manquent cruellement de ressources, fourniture de la production militaire en lieu et place des exportations massives aux dictatures des pays du Golfe, annulation de la dette ukrainienne et saisie des 200 milliards

d'avoirs russes qui reviennent légitimement aux UkrainienNEs.

### Les réponses nationalistes de la gauche

S'il y a peu d'espoirs de voir cette politique internationaliste appliquée par des gouvernements libéraux et conservateurs, on devrait s'attendre à autre chose de la propagande de la gauche radicale européenne. On la trouve en pratique dans la gauche finlandaise, polonaise ou encore danoise. Mais au cœur de l'impérialisme occidental, comme en France, ce sont les réponses nationalistes, marquées par le mépris pour les UkrainienNEs et les peuples d'Europe de l'Est, qui prédominent dans la gauche dite

radicale. La défense de «l'agriculture française», des «intérêts des Français» ou des «relations historiques avec la Russie» est un crachat aux principes cardinaux de l'internationalisme ouvrier. C'est aussi une façon de préparer les défaites de demain. La dynamique du néofascisme international est inextricablement liée à celles du néofascisme français. On ne peut combattre l'un sans combattre l'autre. Les UkrainienNEs sont en première ligne face à la violence néofasciste; mettre en contradiction les intérêts des UkrainienNEs et les intérêts des travailleurEs français est un erreur historique aux potentielles conséquences dramatiques.

*Elias et Gin Vola*

POLITINE POUR UNE PAIX DURABLE



## BUDGET Ça bouge dans les facs!

Depuis plusieurs semaines, étudiantEs et personnels se mobilisent dans les facs. Rennes, Brest, Montpellier, Toulouse, Poitiers, Paris-8, Paris-1, Amiens... ont connu des assemblées générales assez importantes. Dans ces universités les coupes budgétaires sont massives et se traduisent par des suppressions de cours comme de postes, budgets qui sont le résultat des sous-financements chroniques du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Depuis fin janvier, les organismes de recherche connaissent également une agitation importante après les annonces du PDG du CNRS qui a lancé les Key-labs. Ces Key-labs reviennent à financer 25% des labos considérés «d'élite» et à laisser les autres périliter par sous-financement. À la suite des mobilisations des chercheuses et chercheurs, son PDG déclarait un «moratoire» sur les Key-labs, mais sans rien régler sur le fond. C'est un recul mais les collègues craignent à juste titre que cette réforme (casse serait le terme exact) de la recherche revienne cet été.

Dans ce climat de défiance, à l'initiative de chercheuses et chercheurs connuEs, une initiative a été lancée le 7 mars: «Stand up for sciences». Il s'agit de manifester notre solidarité avec les collègues des universités américaines attaqués par Trump: remise en cause des recherches sur le climat ou le genre, suppression de postes dans les services publics... En quelques jours, des milliers de collègues ont réagi: le 7 mars, à Paris, plus de 3000 personnes ont manifesté, une cinquantaine d'initiatives se sont tenues en France. Aussi bien dans les prises de parole que dans les slogans, les



collègues faisaient également le lien entre la politique aux États-Unis et les attaques contre les services publics en France et la montée du fascisme. C'est bien une même politique des deux côtés de l'Atlantique.

### Une mobilisation qui commence à prendre

Mardi 11 mars, nouvel appel cette fois-ci de l'intersyndicale de l'enseignement supérieur et de la recherche, et nouvelle réaction: plus de 5000 personnes dans toute la France, dont 2500 à Paris, 1000 à Rennes, 500 à Toulouse. Des cortèges jeunes et dynamiques exprimaient la colère contre la politique de

Macron-Bayrou: coupe de 1,5 milliard d'euros pour l'université et la recherche, offensive de l'HCERES (Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur) pour fermer des formations en sciences humaines et sociales, baisse du budget pour les étudiantEs, précarité pour les jeunes chercheurEs... De nouvelles dates sont déjà en préparation pour les prochains jours. Depuis les dernières mobilisations de l'ESR en mars 2020 contre la loi de programmation de la recherche juste avant le Covid, on n'avait jamais vu autant de collègues et d'étudiantEs mobiliséEs dans notre secteur. On sent que la colère gronde, même si la mobilisation n'est pas encore massive. Dans un secteur dévasté par la concurrence et la fragmentation, il y a un vrai enjeu à sortir de la résignation et faire renaître l'espoir. La politique internationale aux USA et le matraquage anti-services publics de Macron polarisent de plus en plus de monde à l'université. Il va falloir essayer de faire converger ces colères et réussir à élargir la mobilisation. ÉtudiantEs, personnels, enseignantEs chercheurEs, ne laissons pas l'université publique mourir!

*Antoine Boulangé*

### À lire sur le site



Gaza: «L'occupant affame des existences broyées», par Marie Schwab

## No comment

Ce que le Premier ministre dit, c'est que les partenaires sociaux ont toutes les cartes, mais que revenir à 62 ans ne permet pas de revenir à l'équilibre [et ne serait donc] pas réaliste

AMÉLIE DE MONTCHALIN, ministre chargée des Comptes publics, le 17 mars sur BFMTV après que François Bayrou a répondu «non» à la question de la possibilité de revenir à 62 ans pour l'âge légal de la retraite, le 16 mars.

## Agenda

**Judi 20 mars, journée de grève et de mobilisation des travailleurEs de l'art.**

**Vendredi 21 mars, conférence «Combattre le racisme et l'antiziganisme», Strasbourg (67).** À 19h à la Maison des associations, 1a place des Orphelins à Strasbourg. Avec Ritchy Thibault militant antiraciste et auteur du livre *Arrachons une vie meilleure*. Organisé par D'ailleurs nous sommes d'ici 67

**Vendredi 21 mars, meeting «Génocide en Palestine, points de vue croisés», Paris.** À 20h à la Bourse du travail (salle Henaff), 29 boulevard du Temple. Avec Naim Bouilli, Rima Hassan, Yaël Lerer et Pierre Stambul, organisé par l'UJFP.

**Samedi 22 mars, «Palestine, le naufrage du droit, quelles solidarités à construire?», Saint-Denis (93).** 11h30-22h, salle de la Légion d'Honneur, 5 rue de la Légion d'Honneur à Saint-Denis. Journée organisée par le comité Palestine de Saint-Denis

**Samedi 22 mars, journée internationale contre le racisme et le fascisme:**

À Paris (75), manifestation à 14h à République.

À Strasbourg (67), manifestation à 15h place Kléber.

À Millau (12), rassemblement festif à 17h place de la Capelle.

**Samedi 22 mars, journée de débats «Santé aujourd'hui, comprendre et agir», Saint-Étienne-le-Mocard (42).** Dès 9h, à la salle des fêtes de Mocard. Concert solidaire à 20h.

**Dimanche 23 mars, rencontre avec Théo Roumier autour de son livre sur Charles Piaget, Paris 18°.** À 15h à la librairie La Régulière, 43, rue Myrha, 75018 Paris.

**Lundi 24 mars, soirée de solidarité «À la table de Gaza», Paris 20°.** Pour palestinien à 18h15 à la Bellevilloise, 19-21 rue Boyer, 75020 Paris. Les bénéfices seront reversés au CNASaR, comité national d'accueil et de soutien des rescapéEs gazaouiEs.



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

**L'Anticapitaliste.org**

**L'Anticapitaliste** l'hebdou du NPA

**Rédaction:**  
redaction@npa2009.org

**Tirage:**  
1800 exemplaires

**Diffusion:**  
diffusion.presse@npa2009.org

**Directrice de publication:**  
Penelope Duggan

**Administration:**  
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

**Secrétaire de rédaction:**  
Fabienne Brifault

**Numéro ISSN:**  
2269-3696

**Maquette:**  
Ambre Bragard

**Commission paritaire:**  
1225-C-93922

**Impression:**  
Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél.: 01 48 70 42 21  
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

**Société éditrice:**  
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.  
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).



## MOYEN-ORIENT

## Syrie, le retour de l'État autoritaire ?

Le président par intérim, Ahmed Al-Charaa, a signé le 10 mars un accord avec Mazlum Abdi, commandant des FDS (Forces démocratiques syriennes), qui semble établir une reconnaissance au moins partielle de l'autonomie de la région gouvernée par l'Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie.

Il accepte l'intégration à l'armée syrienne d'une partie des FDS et il stipule que les forces gouvernementales officielles ne rentrent pas dans la région gouvernée par l'AANES (Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie), et que la police de l'administration autonome, les Assayech, serait intégralement maintenue et reconnue. Il faut dire que la signature de cet accord est intervenue juste après les massacres des civils alaouites, à l'ouest de la Syrie, perpétrés par des brigades djihadistes et par des unités de la nouvelle armée syrienne. Ils ont sérieusement mis à mal les négociations avec les pays occidentaux. Or, la levée des sanctions est d'une importance vitale pour le nouveau régime : les centaines de milliers de réfugiés syriens, qui rentrent souvent contraints et forcés par la Turquie, retrouvent leurs maisons en ruines, mais il n'y a pas de matériaux pour la reconstruction ; les denrées alimentaires manquent et la livre syrienne est au plus bas. Donc, il semblait logique qu'HTS (Hayat Tahrir al-Cham, le groupe islamiste dirigé par Al-Charaa) fasse quelques concessions pour rassurer les bailleurs occidentaux.

## Le président s'arroge tous les pouvoirs

Après avoir soufflé un peu de chaud, Al-Charaa a présenté son projet de Constitution pour le pays, qui souffle clairement le froid. Ce projet stipule que la tête de l'État sera musulmane, la population syrienne étant très majoritairement musulmane et sunnite. L'Assemblée nationale, dont un tiers sera directement désigné par le président, aura ses deux autres tiers désignés par un comité lui-même désigné... par le président. La langue officielle sera l'arabe, sans mention des autres langues. Ce texte rejette toute idée de fédération même s'il assure que les droits des minorités ethniques et religieuses seront respectés. Le judiciaire sera indépendant, mais la Haute Cour sera composée de membres désignés par le président. La loi appliquée sera la loi islamique.

Le droit des femmes sera respecté et « protégera leur rôle dans la famille ». Il s'agit donc d'un régime où le président Al-Charaa a de fait tous les pouvoirs, en attendant d'hypothétiques élections promises pour dans cinq ans.

## Opposition kurde au Nord, attaques d'Israël au Sud

Bien évidemment, le PYD a publié une déclaration affirmant « qu'il rejetait ce document [...], qu'il s'opposait à tout rétablissement de la dictature et exigeait une révision du projet de Constitution. Les autorités de transition à Damas ont entrepris une nouvelle démarche décevante pour le peuple syrien dans toutes ses composantes, à travers ce qu'on appelle le document de l'annonce constitutionnelle, qui a été rédigé par un comité formé sans aucune représentation des composantes syriennes, ne reflétant qu'une seule couleur qui ne correspond ni aux aspirations du peuple syrien en matière de transformation et de changement démocratique, ni à l'exclusion et à la négation des vérités et de l'histoire des composantes syriennes. [...] »

Pendant ce temps, Israël continue à bombardier la Syrie. Après avoir anéanti toutes les capacités militaires syriennes, avions et dépôts de munitions, Israël s'attaque maintenant aux militantEs en bombardant à l'intérieur de Damas. L'armée israélienne occupe de nouvelles portions du Golan et le Mont Hermon, qui domine tout le sud du pays, à 40 kilomètres de Damas.

Mireille Court

## EXTRÊME DROITE Nouvelle offensive de Bardella et Maréchal en Israël

Jordan Bardella et Marion Maréchal sont invités les 26 et 27 mars à Jérusalem par le gouvernement Netanyahu, comme intervenantEs à une conférence internationale pour « lutter contre la menace mondiale de l'antisémitisme moderne ».

Après sa participation à la marche contre l'antisémitisme en novembre 2023 à Paris, le RN cherche, avec cette invitation, à valider son brevet de lutte contre l'antisémitisme en tournant la page Jean-Marie Le Pen et franchit une nouvelle étape dans sa normalisation. Bardella et Maréchal-Le Pen seront en compagnie d'autres représentants de l'extrême droite antisémite : la Fidesz (Hongrie), le FPÖ (Autriche), la Ligue (Italie), Vox (Espagne) et les Démocrates de Suède (ces derniers sont infiltrés par des néonazis...). Il n'y a, en fait, rien de surprenant à cette invitation de personnalités ayant l'antisémitisme dans leur ADN. C'est une forme de « retour aux sources » qui permet de démasquer tant le RN que le sionisme.

## Le sionisme est un séparatisme raciste

Le sionisme porte évidemment un racisme anti-arabe ; celui-ci fut même endossé comme tel par Roger Cukierman, ancien dirigeant du CRIF (relais de la propagande israélienne en France), qui a ainsi déclaré lors du second tour de l'élection présidentielle en 2002 : « Maintenant les Arabes vont se tenir tranquilles ». Mais dès le départ le sionisme entretient des liens d'affinité avec l'antisémitisme même. Pour promouvoir son projet d'État juif, Herzl

n'a pas hésité à s'allier avec des dirigeants antisémites (dont le Tsar Nicolas II de Russie). Les antisémites et les sionistes ont finalement le même projet : inciter les juifs à quitter les pays où ils vivent... C'est le sens du soutien de Arthur Balfour (ministre des Affaires étrangères du gouvernement britannique en 1917) au sionisme. C'est la raison pour laquelle le sionisme fut longtemps très minoritaire parmi les juifs et les juives qui voyaient en lui un danger mortel.

Herzl ne fait pas de la lutte contre l'antisémitisme un élément de son projet, au contraire. Il écrit

à propos de l'affaire Dreyfus : « Je suis parvenu à une attitude plus dégagée envers l'antisémitisme, que je commence à comprendre historiquement et à excuser. Par-dessus tout, j'ai reconnu la vacuité et la futilité de combattre l'antisémitisme. »

## Combattre l'antisémitisme et la normalisation de l'extrême droite

Les dirigeantEs du RN ont bien conscience de l'enjeu de cette visite. Dès 2014 Louis Aliot déclarait : « C'est l'antisémitisme qui empêche les gens de voter pour nous. Il n'y a que cela. À partir



## AMÉRIQUE LATINE En Argentine, chronique d'une répression annoncée

Mercredi 12 mars le gouvernement de Milei a réprimé une manifestation en soutien aux retraités. Plus de 100 interpellés, des dizaines des blessés et un photographe entre la vie et la mort suite à un tir de lacrymo en pleine tête.

Depuis longtemps des retraités manifestent tous les mercredis pour exiger une augmentation des pensions de retraite qui, dans la plupart des cas, sont dérisoires. Souvent elles ne suffisent qu'à couvrir les dépenses de santé. Ces manifestations, qui reprennent une tradition des années 1990, sont souvent très petites, regroupant quelques dizaines de personnes. Ceci n'a pas empêché le gouvernement de les réprimer. Une vidéo montrant un policier molestant un retraité portant un maillot de foot a fait réagir les supporters (de différentes équipes) qui avaient annoncé leur volonté de se déplacer pour soutenir les retraités. Les partis de gauche ont fait de même.

## Le gouvernement prépare l'offensive

La manifestation s'annonçait tendue d'emblée. Le gouvernement avait annoncé qu'il allait appliquer le « protocole anti-piquets » qui a pour conséquence d'empêcher toute

entrave à la circulation, et ce même si la Constitution argentine garantit le droit de manifester et qu'aucune déclaration préalable n'est exigée par la législation. Il justifiait la répression par la présence supposée des ultras mais dès le début de la manifestation elle a été déclenchée. Les images sont sans appel. Des affrontements, des lacrymos et des matraques. Mais deux scènes ont marqué les esprits : dans l'une, on voit un policier frapper avec sa matraque une femme âgée, qui tombe évanouie ; dans l'autre, un photographe qui essaye de prendre une photo derrière une petite barricade en feu et qui est frappé par un tir tendu de gaz lacrymogène. Son pronostic vital est toujours engagé. La police n'arrivait pas à disperser la manifestation et la répression a duré plusieurs heures. Le soir même, la population a répondu avec des casseroles et des manifestations spontanées, qui ont réussi à atteindre la Plaza de Mayo, devant le palais gouvernemental. Le lendemain, le gouvernement a justifié ses actions en dénonçant une tentative de coup d'État car, selon eux, il s'agissait d'une manifestation « séditionnelle ». Dans le même temps la ministre de l'Intérieur Patricia Bullrich a non seulement défendu sans nuances les actions de la police, même pour le tir tendu qui a blessé le photographe, mais également dénoncé la juge qui a libéré les gardés à vue le soir même. Cette dernière

jugeait leur interpellation illégale étant donné que la manifestation est un droit.

## Le soulèvement du peuple, un espoir pour renverser la tendance

Le gouvernement est affaibli par le scandale de l'arnaque des cryptomonnaies, par une économie qui continue à battre de l'aile malgré une austérité féroce et par d'autres scandales politiques. Cependant, il continue à avoir un soutien assez large dans la population mais surtout un soutien sans faille chez les patrons. La grève générale de 24 heures qui semble se préparer pour début avril peut changer la donne, même si les élections législatives qui renouvelleront la moitié du parlement en octobre seront l'échéance centrale pour voir sur quelles bases tient le gouvernement de Milei.

Martin N.

## À lire sur le site



États-Unis: Libérer Mahmoud Khalil et défendre la liberté d'expression, par Dan La Botz



RDC, l'avancée inexorable de la rébellion, par Paul Martial



# LES MIETTES DE L'EMPIRE COLONIAL FRANÇAIS

Ancienne puissance coloniale, la France fait perdurer son empire pour garder une influence internationale. Et ce sont les peuples qui en payent le prix. Retour sur les enjeux stratégiques et politiques, par Patrick Le Moal.

## L'impérialisme est l'identité du capitalisme français

La France a construit sa richesse sur l'exploitation d'un empire colonial dès le 16<sup>e</sup> siècle. La traite atlantique a permis l'accumulation primitive essentielle au développement industriel, sur la déportation de millions d'AfricainEs, l'organisation des colonies en outil de production esclavagiste pour le rayonnement du commerce européen et l'enrichissement de la bourgeoisie française. La victoire de la révolution haïtienne prive la France de sa colonie la plus rentable. Elle va alors chercher d'autres territoires à exploiter à partir de 1830 avec la conquête de l'Algérie, et constituer en un siècle le second empire colonial. Ces colonies vont jouer un rôle central dans le développement économique et le rôle géopolitique mondial du capitalisme français, jusqu'à la vague de décolonisation des années 1950-1960. Qu'en reste-t-il ?

### Les nouvelles formes de l'économie de comptoir

Les miettes de l'empire, ce sont 5 « DOM<sup>1</sup> », Martinique, Guadeloupe, Guyane, la Réunion, Mayotte, et une dizaine de territoires dont les plus peuplés sont la Kanaky et la Polynésie. Soit 2,7 millions d'habitantes, 885 000 à la Réunion, entre 200 000 et 400 000 dans les autres. Si la Kanaky, la Guyane et surtout Mayotte enregistrent une forte croissance démographique, la population diminue en Guadeloupe et Martinique. Tous les échanges économiques entre les colonies et la France se font selon le modèle royal de l'« exclusif colonial » qui interdisait toute relation commerciale avec l'étranger, toute production risquant de concurrencer la métropole. Le monopole de pavillon a perduré en fait jusqu'à aujourd'hui. Mais on n'est plus au 18<sup>e</sup> siècle : actuellement, les importations sont de 3 à 10 fois plus importantes que les exportations ! Y compris pour la Kanaky, qui produit 6,5% du nickel mondial (30% des ressources connues) ou même la Guyane avec l'or et le pétrole. L'agriculture reste structurée par les productions coloniales selon les pays : banane, canne à sucre, bois exotiques, vanille, ylang-ylang, elles jouent un rôle limité dans les échanges, et il n'y a pas d'autosuffisance



SUPERBENJAMIN/WIKIMEDIA COMMONS

LES NAZIS INSPIRÉS PAR LA COLONISATION FRANÇAISE EN ALGÉRIE



Les taux de chômage « officiels » sont plus de deux fois supérieurs (entre 17% et 23%) voire quatre fois plus (Mayotte)

alimentaire, par exemple en Martinique, seulement 20% de culture vivrière. Dans la plupart, Antilles, la Réunion, Polynésie le tourisme joue un rôle central. Partout le secteur des services est crucial. Et en Guyane, le centre spatial de Kourou. Les firmes françaises et leurs relais maîtrisent la chaîne d'approvisionnement. Le plus connu est le groupe martiniquais Bernard Hayot, descendant des esclavagistes qui domine la grande distribution, la vente automobile partout : Antilles, Guyane, la Réunion, Kanaky, certains pays africains, et fait la loi sur les prix. En Martinique, les prix sont plus élevés de 17%

en moyenne, de 40% pour l'alimentation.

### Des inégalités records

Les colonisés sont bien loin des niveaux de vie français : les taux de chômage « officiels » sont plus de deux fois supérieurs (entre 17% et 23%) voire quatre fois plus (Mayotte). Aux Antilles et en Guyane, une personne sur cinq vit en dessous du seuil de pauvreté local, fixé à 820 euros mensuels en Martinique, 790 euros en Guadeloupe, 550 euros en Guyane. À Mayotte quatre habitants sur dix vivent en dessous du seuil fixé à 160 euros mensuels. La dépendance économique s'accompagne de mesures assu-

rant une présence française. Fini le baigne ou les colonies de peuplement, la France subventionne des « compléments de rémunération » à 100 000 fonctionnaires, pour « compenser le coût de la vie plus élevé ». La majoration de salaire est de 53% à la Réunion, 40% aux Antilles et Guyane, plus de 73% en Kanaky, à laquelle s'ajoutent selon les cas des indemnités d'éloignement, des primes d'installation (12 mois de traitement pour 4 ans de service), des réductions d'impôts de 30% à 40%, des congés bonifiés, des sur-pensions de retraite : un surcoût de plus d'un milliard chaque année<sup>2</sup> ! Tout cela amplifie les inégalités de niveaux de vie et les chocs avec la puissance coloniale.

1 - Sous des statuts divers, collectivité territoriale, DOM-DROM...

2 - Cour des comptes Rapport public annuel 2015 - février 2015!

## Le rôle géopolitique des colonies

L'empire a toujours été central pour le capitalisme français. À la fin de la dernière guerre, le rôle des colonies africaines lui a permis d'intégrer le Conseil de sécurité de l'ONU. Face à la vague de décolonisation, il a cherché à maintenir sa domination avec la francophonie, mais elle s'effrite. Il ne reste que les miettes de l'empire grâce auxquelles la France est présente sur tous les océans, pour aspirer à jouer un rôle international.

### Deuxième plus grand espace maritime du monde

Sa zone économique exclusive, espace maritime où les États sont souverains sur l'exploitation des ressources jusqu'à 200 milles marins (370,4 km), est la deuxième au monde, à 70% dans le Pacifique, la Polynésie en représente 47%, la Kanaky 13%, la France 3,6%. C'est une ressource stratégique avec la présence de ferro-nodules, de gaz, de pétrole. Pour exercer cette souveraineté, elle entretient des bases militaires qui s'ajoutent à l'importante présence dans le monde<sup>1</sup> dans divers cadres, ONU, Otan, UE. Plus d'un tiers des militaires français en opération, soit plus de 10 000, sont engagés à l'étranger, alors que seulement 10 000 sont présents en France et plus de 8 000 dans les colonies, dénommées forces de « souveraineté », qui sont avec Djibouti les principales concentrations militaires.

La marine française a trois bases maritimes en France et six dans les colonies

La marine française a trois bases maritimes en France et six dans les colonies, Guyane, Martinique, Kanaky, Polynésie, Mayotte et à la Réunion (le troisième port après Brest et Toulon). S'y ajoutent les bases de Djibouti, Dakar et aux Émirats arabes unis. C'est peu à côté des forces des États-Unis, 285 000 militaires dans 800 bases, mais c'est une présence.

### Le nœud de la zone indo-pacifique

Dans l'Atlantique, le voisinage des États-Unis marginalise l'aspect militaire, sauf pour la protection du centre spatial de Kourou. La stratégie militaire fantasmée de Macron se centre sur la zone indo-pacifique<sup>2</sup>. Cette région concentre l'affrontement Chine/USA, ses routes maritimes relient les plus grands ensembles démographiques et économiques du siècle : plus d'un tiers des exportations françaises hors UE, et 40% des importations hors UE y circulent.

La France cherche à y préserver son influence, par des partenariats avec les USA, l'Inde, l'Australie et le Japon en particulier, sans grand succès, mis à part la participation à une coopération dans l'initiative américaine QUAD avec l'Australie, et la Nouvelle-Zélande, tout comme avec des accords de défense avec les Émirats arabes unis, le Qatar et le Koweït, auxquels se rajoute l'implantation à Djibouti, à côté des bases américaines et chinoises. On comprend alors l'attachement à la possession de la Kanaky, et des bases de la Réunion et de Mayotte.

1 - Depuis 1995, les armées françaises ont été engagées dans quelque 106 opérations menées à l'extérieur des frontières nationales.

2 - Du point de vue français, elle va de Djibouti à la Polynésie.



Chiffres clés de la Défense - 2024 FR PDF (www.defense.gouv.fr)



## TRANSPORTS PUBLICS

# La mobilisation pour la gratuité en marche!

*En raison des effets de la métropolisation, les déplacements pour le travail, l'étude, les loisirs, posent des questions essentielles.*

Les transports sont à la fois la première source de gaz à effet de serre (30% du CO<sub>2</sub> émis), un enjeu sanitaire majeur (la pollution c'est près de 50 000 morts par an chaque année en France), et une source importante d'inégalité sociale.

### Appliquer la gratuité des transports

Pour répondre à ces problèmes, un nombre croissant de villes mettent en place la gratuité des transports en commun. Il y en a 46 en France, les plus importantes étant Montpellier ou Dunkerque. D'autres la prévoient dans les mois qui viennent. La question des transports, de leur développement et de leur libre accès va être une question centrale lors des prochaines élections municipales de 2026.

Actuellement, une vingtaine de collectifs locaux, collectifs unitaires, collectifs citoyens, associations, militent pour le développement et la gratuité des transports, alliant social, écologie et santé. Jusqu'alors réunis en coordination nationale, ils ont commencé ces derniers mois à se structurer en Union pour la Gratuité et le Développement des Transports (UGDT)<sup>1</sup>.

### Une mobilisation unitaire essentielle

L'UGDT a tenu des États Généraux ces 15-16 mars à Rouen, récusant l'opposition entre urgence sociale et urgence environnementale, elle affirme : « La gratuité et le développement des transports publics est un choix de société qui garantit à toutes et tous un nouveau droit : celui de se déplacer gratuitement dans de bonnes conditions, que ce soient via les mobilités douces (marche, vélo...) ou grâce aux transports publics (train, tramway, bus...) ».

Une trentaine de militantEs de dix collectifs se sont réuniEs, ont rencontré un certain nombre de députéEs intéresséEs, des représentants de Solidaires, du Dal, etc.

Iels ont décidé, d'une part d'engager une bataille politique pour l'augmentation du Versement Mobilité, une taxe payée par les entreprises de plus de 10 salariéEs qui finance déjà en moyenne 40% du fonctionnement des transports en commun (la billetterie est autour de 20%, sachant que tous les investissements sont déjà payés par les impôts locaux), d'autre part de convaincre le maximum de listes de porter cette thématique lors des prochaines municipales.

Cette mobilisation répond à des enjeux essentiels pour les milieux populaires, et permet de défendre le principe de la gratuité, où ce qui domine n'est plus « à chacunEs ses moyens financiers », mais « à chacunE selon ses besoins... », c'est une gratuité d'émancipation, celle qui permet à touTEs les dominéEs, exploitéEs, de s'émanciper de la loi de l'argent, et à la société de décider démocratiquement de ce qui est indispensable aux besoins vitaux, hors du cadre du marché capitaliste.

**Patrick**

1 – <https://ugdt.fr/>

## ÉDUCATION NATIONALE

# À Paris, la colère des écoles ne s'éteint pas

*Après une première journée de grève très massive le 11 février dernier<sup>1</sup>, les enseignantEs parisiennEs étaient à nouveau massivement mobiliséEs contre les suppressions de postes et la préservation des directions d'école.*

Toujours à l'appel d'une intersyndicale parisienne très large (de la CNT à la CFDT) et avec le soutien de la FCPE, 45% des enseignantEs étaient donc en grève mardi 11 mars et au moins 80 écoles étaient totalement fermées. Ce jour-là, à l'occasion de la tenue du CDEN (Conseil départemental de l'éducation nationale) – instance composée de l'administration, des syndicats représentant le personnel, des parents d'élèves et des éluEs locaux – un gros millier de personnes ont manifesté de la Sorbonne au ministère de l'Éducation nationale, puis 150 d'entre elles et eux se sont réuniEs en assemblée générale. Une délégation intersyndicale a même été reçue par une haute représentante du ministère, ce qui est un peu inédit.

### Maigres concessions

Contre la fermeture annoncée à la rentrée prochaine de 198 classes dans Paris et la remise en cause du régime parisien des décharges de direction d'école, le mécontentement reste profond, malgré

de toutes petites concessions à la suite de la première journée de grève en février.

Début mars, il y a eu des petites concessions : 16 annulations de fermetures, une ouverture, ainsi qu'une annulation de déspecialisation d'école. C'est bien peu au vu de la saignée annoncée...

Sur le dossier des décharges de direction d'école, les grandes manœuvres sont en cours. Pour partie responsable de la situation en n'ayant pas honoré depuis 2019 les compensations financières dues à l'État dans le cadre du protocole signé depuis 1982, la Ville de Paris

s'agit : la majorité municipale est sous pression de la droite et cherche une porte de sortie, se disant prête aujourd'hui à signer un nouveau protocole pour préserver le régime spécial des décharges.

### Et maintenant ?

Alors qu'une nouvelle journée de grève a lieu le jeudi 20 mars, le ministère mise sur l'essoufflement de la mobilisation et s'appuie sur le calendrier. Le mouvement de mutation des enseignantEs arrivant à grand pas, la carte scolaire (ouverture et fermeture de classe) sera bientôt figée. Et du côté des décharges de direction d'école, un moratoire sur les 52 écoles concernées par un changement de direction dès la prochaine rentrée était, semble-t-il, dans les tuyaux pour éteindre la colère des directrices et directeurs plus largement mobiliséEs qu'à l'accoutumée. Il est tombé le 18 mars repoussant d'un an la réforme des décharges de direction.

Annulation des suppressions de postes qui se traduisent par les fermetures de classes ; maintien du régime actuel de décharge de direction ; création massive de postes pour assurer les remplacements et d'enseignantEs spécialiséEs et d'AESH pour accompagner les élèves à besoins spécifiques... À cette heure, rien n'est donc réglé et, au-delà des petites manœuvres, la construction d'un grand mouvement pour la défense de l'école publique reste d'actualité.

**Manu Bichindariz**

1 – <https://lanticapitaliste.org/actualite/education/ecoles-mobilisation-generale-contre-la-saignee-parisienne>

### BORNE A L'ÉDUCATION



## LOGISTIQUE Victoire des grévistes chez Geodis Gennevilliers

*Les résultats sont là! Après trois semaines d'une grève commencée le 13 février, les 87 grévistes, soit 90% des salariéEs de la plateforme colis ont gagné.*

Ce secteur « productif » du site, mais une part trop faible des bureaux, s'est battu et a obtenu 50 euros d'augmentation générale pour toutes, avec une deuxième augmentation de 50 euros pour les ouvrierEs et maîtrise de la plateforme colis, soit 100 euros d'augmentation générale pour ces salariéEs ; une augmentation de 5% de la prime d'ancienneté jusqu'à 18 ans d'ancienneté, et 10% pour une plus grande ancienneté ; une prime annuelle de 50 euros pour les salariéEs ne pouvant pas utiliser les transports en commun.

### Une belle bataille

Ces mesures sont applicables dès le 1<sup>er</sup> février. À cela s'ajoute une nouvelle augmentation générale de 50 euros effective au 1<sup>er</sup> août pour la plateforme colis et au 1<sup>er</sup> décembre pour les secteurs administratifs.

C'est donc une victoire importante, surtout quand on compare avec les résultats obtenus ailleurs (5 fois supérieurs au meilleur score obtenu parmi les centres Geodis). Une camarade de la CGT RATP résumait bien la situation : « au dépôt, je leur dirai que c'est la honte pour nous! »

Mais ces sommes n'ont rien d'exorbitant au vu des 11,3 milliards d'euros de chiffre d'affaires réalisé par le groupe Geodis en 2024. Cette filiale de la SNCF, qui se définit

comme un leader mondial de la logistique et du transport, emploie 53 000 personnes dans le monde. En France, il y a 253 sites. Cette grève est une démonstration pratique que la lutte paie ! La direction de Geodis en a bien conscience et a tenté d'amortir l'impact des acquis de la grève. Après avoir cédé sur les revendications durant la deuxième séance de négociations du jeudi 6 mars, elle a tergiversé sur la signature jusqu'au 11 mars – pour finir par présenter 2 documents à la signature des délégués afin que tous les acquis n'apparaissent pas sur un seul document.

### La lutte paie, s'organiser aussi

Le 13 février, les salariéEs en débrayage pour les NAO (négociations annuelles obligatoires) ont décidé avec l'appui de la CGT de transformer le mouvement en grève – mais la partie était loin d'être gagnée d'avance.

La direction Geodis se méfie des salariéEs du site de Gennevilliers, majoritairement organisés avec leur syndicat CGT : 4 grèves au long cours depuis 2015 ! Elle pensait se protéger avec l'ouverture d'une plateforme à Brie-Comte-Robert (77) au sud de Paris mais pouvant suppléer Gennevilliers, avec le perfectionnement du guidage des camions et avec la mise en place d'un volant permanent d'intérimaires (et une agence d'intérim directement sur le site !). Rien n'y a fait, la désorganisation de toute l'activité par la grève a fini par mécontenter et énerver de grosses entreprises clientes (à qui Geodis essayait de cacher cette grève).

La détermination et la cohésion des grévistes ont donc fait plier Geodis. L'organisation démocratique de la grève a été le ciment de cette cohésion : toutes les décisions,

déclenchement, poursuite ou arrêt de la grève, ont été prises en assemblée générale, les initiatives (visites sur d'autres sites, visite au siège social à Levallois, blocages ponctuels, lancement d'une caisse de grève) sont décidées avec la consultation des grévistes. Les discussions peuvent être vives et passionnées, mais la décision majoritaire est appliquée sans rechigner par toutes et tous.

### Des soutiens politiques

Trois députéEs LFI sont venus manifester leur soutien, ainsi qu'un conseiller régional du Parti communiste. Quelques groupes étudiantEs dont l'un lié à RP sont venus aussi soutenir le piquet de grève.

Mention spéciale au groupe Banlieue nord des Soulèvements de la Terre (logistique en lutte !), dont le soutien dynamique a été apprécié par les grévistes, et a éterné et inquiété la direction.

Le mardi 11 mars, la Fête de la victoire a commencé le matin avec la venue de Sophie Binet, présence souhaitée et applaudie par les grévistes, et une soirée festive à laquelle a participé le maire de Gennevilliers. Les grévistes ont repris le travail, confiants dans leur force et une conscience accrue de l'importance de s'organiser avec la CGT dans le face-à-face avec le patronat.

**Correspondant**

### À lire sur le site



**Chlordécone, encore loin de la reconnaissance du crime colonial d'État,**  
par Amel

# Culture

## ROMAN **Le sens de la fuite, d'Hajar Azell**

Éditions Gallimard, 2025, 224 pages, 20 euros.

Quatre ans après un premier roman superbe (bien que passé, injustement, un peu inaperçu), *l'Envers de l'été*, Hajar Azell est de retour avec un magnifique livre sur la fuite et l'exil.

### Les printemps arabes

On y suit le parcours d'Alice, journaliste pigiste à la recherche des crépitements du monde. Elle commence sa carrière à Beyrouth en 2010, puis se retrouve au cœur de la révolution égyptienne de 2011, place Tahrir, et suit la chute du dictateur Hosni Moubarak.

À travers son regard, toute l'effervescence de la période se dévoile : la jeunesse militante, les activistes prodémocratie et les journalistes d'opposition, leurs contradictions, celles de la société égyptienne, et bien plus tard, la reprise en main par l'armée.

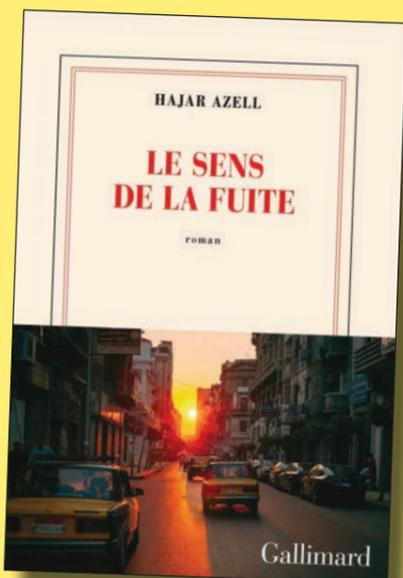
Cherchant à couvrir toutes les révolutions du Printemps arabe, Alice se retrouve par la suite à Alep, coincée sous les bombes de Bachar Al-Assad. Face aux exactions de ce dernier, elle perd alors beaucoup de ses illusions sur la possibilité de changer le monde.

### Les racines algériennes

À son retour à Paris, Alice ressent un besoin viscéral de renouer avec ses racines et avec Oran, la ville de son père disparu des années auparavant. Le déclic est sa rencontre avec Ilyes, un sans-papier algérien, lui aussi oranais. Elle enquête, à Oran, notamment sur les haragas, ces « brûleurs de papiers, de frontières », prêts à tout pour se lancer sur les vagues de la Méditerranée et rejoindre une Europe où ils pourront mieux vivre.

Elle y cherche aussi qui elle est, ses propres traces, pour se réparer après avoir témoigné de l'horreur vécue et vue au milieu de l'Histoire en train de se faire. Son séjour invite à vivre l'Algérie d'avant le Hirak, une Algérie aux rêves suspendus, une Algérie en attente, alors que le règne de Bouteflika n'en finit pas de finir... C'est un deuxième roman superbe et maîtrisé, incandescent par moments. À lire absolument.

Sally Brina



## Librairie La Brèche

Événements militants, achats personnels ou cadeaux

► la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12<sup>e</sup>, M° Daumesnil

★ **la-breche.com**

01 49 28 52 44 ► contact@la-breche.com

# Vie du NPA l'Anticapitaliste

## ROUGE, LA COULEUR QUI ANNONCE LE JOURNAL

# Une soirée de discussions et camaraderie à Grenoble



NPA-L'ANTICAPITALISTE

La tournée continue pour le documentaire «Rouge, la couleur qui annonce le journal», qui était présenté mardi 11 mars à la salle Mon ciné de Saint-Martin-d'Hères, en banlieue de Grenoble.

Olivier Besancenot y était présent ainsi que Rita, protagoniste du film, venue témoigner de cet épisode de la vie de notre organisation : la création en 1976 d'un journal quotidien, entreprise titanesque et risquée mais s'inscrivant dans une époque où la révolution semblait perçue «pour demain». Ainsi, la Ligue exprimait son ambition de proposer «une autre information, qui rende compte des luttes». Différent, ce journal l'était assurément, avec ses articles internationalistes, féministes, écologistes, à l'écoute des évolutions sociales. Nous sommes donc relatés, dans une réalisation «à l'arrache» selon son apprenti co-réalisateur mais avec beaucoup d'humour, le dénichage du local dans les annonces du *Figaro*, l'achat rocambolesque de la rotative, l'énorme festival aux halles de la Villette pour financer tout cela. Mais aussi les contradictions et désaccords énoncés

avec sincérité et sans filtre. Du fait de l'urgence et d'un amateurisme certain, une fois le journal est paru avec quelques pages à l'envers. Mais, comme le dit Rita, «Nous apprenions notre métier en marchant [...], nous étions soudés et portés par une cause, un projet [...], nous avions l'impression de faire un truc concret».

### Une drôle de tombola

La salle était comble mardi et les quelque 130 personnes présentes ont pu également se voir proposer, outre notre incontournable table de presse, des badges faits maison et une très drôle tombola woke concoctée par des camarades («Partage des richesses activé : toutes les cases sont gagnantes»!). Le débat qui a suivi la projection a été animé par le directeur de la salle, manifestement ravi de nous accueillir dans une si bonne ambiance. Un débat si riche que le temps s'est avéré trop court, si

on voulait encore pouvoir profiter du buffet et d'une bonne bière des Vosges — étiquetée à nos couleurs — proposés à prix libre, du résultat de la tombola, et bien sûr de recueillir quelques dons précieux, le tout (est-il besoin de le redire?!) dans le cadre de la souscription dédiée au rachat du local de Montreuil.

### La bataille de l'information

Sans surprise, les discussions ont souligné que l'époque décrite dans le film était très différente d'aujourd'hui, nous amenant à nous interroger sur les pistes d'actions ici et maintenant dans une période particulièrement dure. Mais, après avoir rappelé que l'info restait une bataille à temps plein et que pénétrer dans une salle de cinéma comme nous l'avons fait ce soir plutôt que de rester devant les chaînes d'info en continu pouvait être «considéré comme un acte de résistance», on

pouvait compter sur Besancenot pour porter un discours d'espoir et de combativité aussi «ressourçant» que l'a été pour lui la réalisation de ce film. Au final, le terme de «camaraderie» aura souvent été prononcé par les unEs et les autres comme pouvant traverser les époques, comme le sont la notion de «collectif» et l'audace de tenter des choses et de prendre des initiatives.

Car, comme disait un autre témoin et acteur de cette époque, pour demain ou pour plus tard, la révolution reste toujours à faire!

CorrespondantEs



NPA-L'ANTICAPITALISTE



### Souscription Et maintenant, les travaux!

Après quelques semaines de négociation, le NPA-l'Anticapitaliste s'est mis d'accord sur un prix pour acquérir le bâtiment qu'il occupe avec son imprimerie rotographe

depuis 1976. Une promesse de vente devrait être signée avant la pause estivale. L'achat ne fait donc plus guère de doute! Un immense merci à toutes et tous pour votre soutien qui nous a permis de récolter pas loin de 500 000 euros à la date d'aujourd'hui. C'est évidemment une première étape majeure. Mais le plus dur reste à faire : concrétiser notre projet de rassembler toutes les activités internes et externes du NPA-l'Anticapitaliste dans un lieu ouvert et utile au mouvement. Cela passe d'abord par une reconfiguration du rez-de-chaussée afin d'accueillir notre librairie «La Brèche» et créer un espace ouvert au public pour se réunir et boire un verre.

La conception des travaux nécessaires est en cours et une mise en œuvre est espérée pour l'année 2026. Toutefois, un tel projet a un coût très élevé.

Tout comme pour l'achat du bâtiment, nous voulons éviter le recours à un emprunt bancaire. D'abord car ce recours n'a rien d'automatique, mais aussi car nous n'avons pas envie d'engraisser une banque! Le meilleur moyen de financer un tel projet est donc de s'appuyer sur nos propres forces, c'est-à-dire toutes celles et ceux qui pensent que le NPA-l'Anticapitaliste est une



NPA-L'ANTICAPITALISTE

organisation utile pour notre camp social. Si vous n'avez pas déjà versé un don fin 2024 (et même si...!), nous faisons appel à vous!

Commission Souscription

### Châteaudun Une première réunion publique du NPA 28.

Ce mercredi 12 mars, c'était vraiment une première pour notre comité NPA 28, qui n'a que trois mois d'existence. Pour notre première réunion publique, avec notre camarade Aurore Koechlin, nous avons annoncé : «Pas de Féminisme sans Révolution - Pas de Révolution sans Féminisme».

Et on peut dire que, pour Châteaudun, petite sous-préfecture d'Eure-et-Loir, ce fut une réussite : une bonne trentaine de personnes pour une réunion publique, dont plus de la moitié des présentEs ne nous étaient pas connus, et de nombreuses coordonnées laissées sur la feuille de contact!

Après nous avoir exposé, notamment, le contexte de ce 8 mars 2025, Aurore a brillamment montré que face à la montée de l'extrême droite, la nouvelle vague féministe internationale continue de s'organiser, met en place des réseaux de solidarité, et riposte!

Bien que le sujet ne soit pas évident pour tout le monde, les participantEs ont ensuite réagi sur l'articulation du patriarcat avec le capitalisme, la place de la famille aujourd'hui et dans un autre projet de société, le militantisme en milieu rural... C'est un sacré démarrage pour ce nouveau comité, qui a déjà commencé à intervenir dans les mobilisations locales : sociales, antiracistes, écologistes... et féministes!

La réunion s'inscrivait d'ailleurs dans la suite des mobilisations du 8 mars, qui, suivant le mouvement global, ont elles aussi été une réussite. Le matin, à Châteaudun, l'accent a été mis sur la participation de touTEs les curieusEs, qui ont pu réaliser leurs premières pancartes, apprendre leurs premiers chants militants... L'après-midi, à Chartres, la manifestation a vu défiler plus de 300 personnes, contre 50 en 2024! Un sacré encouragement pour la suite, même dans une situation difficile!

CorrespondantEs

## LES NÔTRES Véronique Daniau

Notre camarade et amie Véronique Daniau est décédée à Nantes, samedi 8 mars, du cancer contre lequel elle s'est battue ces quatre dernières années. Militante de la LCR puis du NPA, syndiquée au SNUipp, militante de l'École émancipée, animatrice du comité Droit au logement sur sa ville de Cergy, Véronique était de tous les combats pour l'émancipation, l'égalité des droits et la justice sociale. En tant que travailleuse de l'Éducation nationale, elle a animé toutes les luttes enseignantes de 1987 sur les



DR

«maîtres directeurs» à 2010 sur les «retraites», d'abord à Garges-lès-Gonesse, puis à Cergy-Pontoise. Infatigable militante autant sur le terrain syndical qu'associatif et politique, elle nous a quittés un 8 mars, journée

internationale du combat pour les droits des femmes, tout un symbole!

Nous n'oublierons pas non plus sa bonne humeur et sa joie communicative dans les nombreux moments festifs où on aimait se retrouver. Nous n'oublierons pas surtout son sourire et ses tranches de franches rigolades!

On va continuer le combat sans toi Véro, mais tu vas terriblement nous manquer! Toutes nos condoléances à Julia, Inès, Antonin, ses enfants, ainsi qu'à toute sa famille.

Ses camarades et amiEs du Val-d'Oise

# HANDICAP « Il faut en finir avec la marchandisation de la société et ses normes validistes archaïques »

**Peux-tu faire le point sur la scolarisation des enfants en situation de handicap ?**

Dans beaucoup (trop) de cas l'exclusion des handiEs commence dès l'enfance. Plutôt que de former les personnels de l'Éducation à l'accueil des enfants handicapés et créer assez de postes d'accompagnantE d'élève en situation de handicap(s) bien formés et correctement payés, l'État fait le choix délibéré de laisser prospérer les refus de scolarisation d'enfants handicapés basés sur les préjugés et l'ignorance. L'absence de prise en charge adéquate par le manque d'AESH (en moyenne 1 pour 5 enfants mais ça va jusqu'à 1 pour 11 enfants) et les classes surchargées peuvent conduire à la déscolarisation pure et simple des enfants handicapés.

Par ailleurs, les placements d'enfants en centre médico-éducatif fermé avec pensionnat (c'est le cas de certains instituts médico-éducatifs) les coupent de la socialisation avec les enfants sans handicap empêchant les premierEs d'évoluer aussi normalement que possible parmi les autres enfants et les secondEs de s'habituer dès le plus jeune âge à côtoyer des handiEs et ainsi accepter leur différence. Parcoursup dégrade la santé physique et mentale des étudiantEs handiEs plus encore que celle des autres étudiantEs en réduisant encore plus leurs chances d'accéder aux études puis au métier de leur choix.

**Qu'en est-il de la situation des personnes en situation de handicap face au travail ?**

Pour les adultes handicapés, dès 18 ans, les ESAT signent l'entrée dans l'exploitation capitaliste. Ceux/celles en capacité de travailler y sont envoyés par les maisons départementales des personnes handicapées (MDPH) et doivent signer un « *contrat de soutien et d'aide par le travail* » qui les place de fait sous l'autorité du code de l'action sociale et non sous celle du code du travail. Une différence lourde de conséquences. En effet, n'étant pas soumis au code du travail, les travailleurEs en situation de handicap sont considérés non comme des travailleurEs aux yeux de la loi mais comme des usagerEs des ESAT (établissement ou services d'aide par le travail).

Dans les ateliers internes des ESAT, les travailleurEs handicapés occupent des postes variés pour le compte des ESAT eux-mêmes ou pour des entreprises qui leur sous-traitent certaines de leurs activités (blanchisserie, entretien d'espaces verts, cuisine, agriculture, électronique, conditionnement...). Dans les ESAT hors-murs, la

**Entretien.** *Lorsqu'elles ne sont pas purement et simplement laissées pour compte, les personnes en situation de handicap(s) sont institutionnalisées de façon systématique.*

*C'est le moyen choisi par l'État pour « régler » le problème de leur inclusion dans la société. Depuis plusieurs mois, des camarades du NPA, premierEs concernéEs, avec aussi quelques alliéEs, ont constitué la commission antivaldiste (CAV). La rédaction a rencontré Morgane Cros, membre de la commission antivaldiste.*



LES DÉVALIDÉES-FACEBOOK

force de travail des handiEs est sous-traitée aux entreprises et collectivités par une « convention de mise à disposition » pour une somme inférieure au SMIC.

Dans les deux cas, les situations abusives sont courantes : refus d'aménagement de postes, cadences insoutenables, absence de protections, tâches dangereuses, propos condescendants, impolis ou insultants, humiliations, infantilisation, comportements irrespectueux des moniteurs et contremaîtres ainsi que les heures supplémentaires non payées et des modalités de contrat opaques ou difficiles à saisir.

Dans la même logique, les ESAT ne versent pas un salaire mais une rémunération et payent les travailleurEs handiEs moitié moins que les valides à qualification et/ou temps de travail égaux.

Le recours aux ESAT est, au passage, un moyen pour les entreprises de contourner l'obligation légale d'emploi d'au moins 6% de travailleurEs en situation de handicap(s) tout en ayant une main-d'œuvre quasi gratuite.

**Que faire contre ces dérives ?**

Une société réellement inclusive doit s'adapter aux limites et besoins de ses membres les plus vulnérables et non le contraire. Chaque personne en situation de handicap doit pouvoir être aussi autonome que possible et pouvoir vivre dignement avec son/ses handicap(s) selon ses choix et l'idée qu'il/elle s'en fait. Or, adapter et non exclure est un choix politique que ne font pas nos gouvernants : ça ne rapporte pas assez !

D'abord, il faut en finir avec l'institutionnalisation systématique qui enferme, isole et précarise au lieu d'aider les handicapés. La désinstitutionnalisation se décline en plusieurs volets qui doivent rendre réelles l'indépendance, l'inclusion et une qualité de vie décente pour touTEs les personnes handiEs.

Les handicapés sont avant tout des humainEs et sont parfaitement capables de prendre part aux décisions qui les concernent, décisions qui ne doivent pas être prises dans leur dos par les associations gestionnaires sans prise en compte de leurs besoins, leurs ressentis et leurs souhaits. Même les déficientEs intellectuelLEs doivent avoir leur mot à dire, il est nécessaire de former suffisamment de professionnelLEs qui auront pour mission de les aider à faire des choix éclairés !

Il faut un véritable service public du handicap géré par les usagerEs et les professionnelLEs ils/elles-mêmes !

L'espace public (loisirs, logements, commerces) doit être aménagé pour pouvoir accueillir sans difficulté toute personne, valide, personne à mobilité réduite ou porteuse de tout autre handicap. Les structures médicales et éducatives doivent être reconstruites et pensées pour accueillir tout le monde, avoir un maillage territorial de proximité. Leurs personnels doivent être formés pour garantir un même accès de qualité à la santé, à l'éducation, au travail, au logement pour tous et toutes. Les aménagements de scolarité sont indispensables pour les enfants handicapés. Si cela peut prendre la forme de scolarité partagée entre école et centres spécialisés, le maintien en milieu scolaire ordinaire avec adaptation au handicap doit rester la priorité pour assurer aux

enfants une scolarité aussi normale que possible. Parcoursup doit être supprimé pour garantir l'égalité des chances de chaque étudiantE d'accéder aux études de son choix.

Le travail ne doit plus être source de souffrances et d'inégalités, mais doit répondre aux besoins des populations et épanouir. Il doit être adapté aux limites de chacunE et partagé entre touTEs Handicapés ou pas, hommes ou femmes, un même salaire pour une même qualification et un accès plein et entier à la protection du code du travail pour touTEs. Maintien des revenus en cas de périodes peu travaillées ou de chômage pour touTEs. Le recours à des structures spécialisées doit être réservé aux personnes ayant des problèmes très importants mais sans les couper des interactions avec le reste de la société. Ces espaces doivent être les plus transparents et ouverts possible dans leur fonctionnement avec des personnels formés correctement et tenus de rendre des comptes aux bénéficiaires, à leurs familles et aux autorités. La bienveillance et le respect des souhaits y doivent être les règles d'or.

Bien sûr, il faut en finir avec la marchandisation de la société et ses normes validistes archaïques, rendre possible une société débarrassée de l'exploitation et de l'oppression où chaque personne avec ou sans handicap pourra contribuer au fonctionnement de la société selon ses capacités et recevoir en retour selon ses besoins. Nous ne pourrions compter que sur nos luttes, notre solidarité et notre détermination. Il n'y a pas d'autre choix possible.

**Propos recueillis par Vincent Gibelin**

**Suis-nous**

[linktr.ee/lanticapitaliste](https://linktr.ee/lanticapitaliste)

[lanticapitaliste.org](https://lanticapitaliste.org)  
[NPA Lanticapitaliste](https://npa2009.org)  
[Lanticapitaliste](https://lanticapitaliste.com)  
[Lanticapitaliste1](https://lanticapitaliste1.com)  
[lanticapitaliste.presse](https://lanticapitaliste.presse)  
[lanticapitaliste](https://lanticapitaliste.com)



**Retrouve-nous**

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

**Découvre notre presse**

Profite de notre promotion d'essai :

**12 € = 3 mois d'hebdo**

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois,

**l'Anticapitaliste**  
la revue

Le n°163 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

**l'Anticapitaliste**,  
2, rue Richard-  
Lenoir,  
93108 Montreuil  
cedex.



**Abonne-toi**



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **l'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

**Contacte-nous**

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)

**L'image de la semaine**



**Dis-nous**

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : [diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)